



Discours du Président Jean-Claude Juncker à la conférence sur l'état de l'Union organisée par l'Institut universitaire européen

Florence, le 11 mai 2018

Buongiorno. We were listening to speeches in English, in Italian, so I feel myself obliged to broaden the spectrum of the linguistic wisdom of Europe and I will express myself in French, not in lussemburghese because I would be the only one to understand what I am saying.

Monsieur le Président du Parlement européen, caro Antonio,
Monsieur le Maire, le maire heureux de cette belle ville, caro Dario,
Madame la Présidente,
Cher Mario Monti, quelle joie de te voir,
Mes chers Commissaires actuels, anciens,
Mesdames et messieurs,
Cari amici,

J'aime l'Italie d'une façon naturelle et spontanée. J'aime Florence depuis que je l'ai découverte, même avant d'avoir découvert le maire – le nouveau maire – de cette ville, et j'aime l'Institut universitaire européen depuis le jour où les premières invitations me furent lancées pour m'exprimer dans ce cadre. J'ai donc au moins trois bonnes raisons pour me réjouir d'être ici aujourd'hui pour échanger avec vous quelques réflexions.

J'aime, disait le philosophe français Blaise Pascal, les choses qui vont ensemble. L'Europe et la solidarité sont des choses qui vont ensemble. La solidarité constitue l'objectif originel, permanent de la construction européenne. La solidarité fait en fait partie du pacte fondateur de l'Union européenne. C'est ce même désir de solidarité continentale chaque jour renouvelée qui animait ceux qui après la Deuxième Guerre Mondiale ont lancé la construction européenne et qui, revenus des champs de bataille et des camps de concentration, ont transformé cette éternelle prière d'après-guerre "plus jamais la guerre" en un programme politique qui sort ses effets bénéfiques jusqu'à ce jour.

Solidarité continentale encore lorsque nous avons décidé après les événements de la fin des années '80, du début des années '90 du siècle écoulé, ensemble avec nos amis de l'Europe centrale et de l'Europe orientale et de la Méditerranée, d'élargir l'Union européenne vers les nouvelles démocraties et vers ces nouvelles économies qui, d'un système d'économie administrée, passaient pas par pas à un système d'économie de marché. J'ajouterai: d'économie sociale de marché, parce que l'économie de marché ne fait pas de sens sans un correctif social évident.

C'est dans cette sphère de solidarité que constitue l'Union européenne que nous avons accueilli les nouveaux venus et c'est dans cette sphère de solidarité qu'un jour nous allons accueillir nos partenaires dans les Balkans occidentaux. Balkans occidentaux qui ont dramatiquement besoin d'une perspective européenne; sinon nous allons revivre tous les malheurs que nous avons connus pendant les années '90. Donc il faut rester fidèle et vouloir rester fidèle à l'esprit de solidarité qui caractérise, pour l'avoir fait naître, notre Union européenne.

Mais je ne suis pas – ni en matière de solidarité, ni ailleurs – naïf, parce que la solidarité se construit, s'invente chaque jour à nouveau. Je me rappelle très bien que l'année passée, lorsque je me suis adressé à vous, j'ai regretté qu'il n'y ait pas suffisamment de solidarité en Europe. Lorsque tout va bien ou presque bien, la solidarité s'installe par elle-même. Mais lorsqu'on est confronté à des crises comme nous le fûmes au cours des dernières années face à la polycrise européenne, la solidarité s'effiloche, part, est vendue par appartements. Et nous avons vu au moment de la crise migratoire que les ressentiments que nous pensions avoir été dépassés fêtaient une certaine renaissance et mettaient sous les pieds des populistes et des nationalistes le matériel dont ceux-ci avaient besoin pour défaire la solidarité en rejetant les autres et en se détournant des besoins des autres.

Nous l'avons vu au moment de la crise économique où, au Nord de l'Europe qui se croit plus vertueux

que le Sud, nous avons commencé à redécouvrir cette expression que je déteste: "Club de la Méditerranée". Il existe pour ce qui est du tourisme, il n'existe pas lorsqu'il s'agit d'une Europe solidaire.

Cette perte de solidarité, nous l'avons aussi constatée au moment de la crise migratoire - qui n'est pas derrière nous. J'étais choqué par les ruptures et les fissures de solidarité qui sont apparues dans le contexte de la crise migratoire. Et j'étais parmi ceux - en fait au début nous n'étions pas très nombreux - qui, ayant la dignité du peuple italien et du peuple grec à l'esprit, ont fortement et vigoureusement plaidé pour plus de solidarité avec l'Italie et la Grèce. Parce qu'on ne peut pas laisser seuls ceux que la géographie a placés à un endroit dont ils ne peuvent pas bouger. L'Italie et la Grèce ont sauvé l'honneur de l'Europe en Méditerranée et notre réponse fut trop tardive. Exceptionnellement, cela ne relevait pas de la responsabilité de la Commission puisque nous avons fait nos premières propositions à la fin 2014 et 2015. Je ne vais pas critiquer les Etats membres bien que les Etats membres critiquent souvent la Commission, mais une réaction plus spontanée eût été de mise.

Et j'ai découvert lors de la crise migratoire, aussi lors de la crise économique et financière, qu'il y a des Européens de plein temps qui sont toujours là lorsqu'il faut la dose nécessaire d'Europe. Et puis j'ai découvert qu'il y a des Européens à temps partiel qui parfois participent, qui parfois ne viennent pas au travail mais qui font beaucoup de discours. Je voudrais que tous les pays européens soient des Européens à plein temps.

Pour ce qui est des politiques migratoires, évidemment il nous faut une dose supplémentaire de solidarité. Raison pour laquelle nous devons faire en sorte qu'un nouveau système d'asile prenne place en Europe. Il faut réformer un système, le système de Dublin, qui ne fonctionne pas. La Commission a fait des propositions, je voudrais que le Conseil et donc les Etats membres se dépêchent, à l'instar du Parlement européen qui montre une belle complicité avec la Commission lorsqu'il s'agit de réformer le système de Dublin.

Lorsque, dans cette très belle ville, j'ai participé en mai 2014 à un débat télévisé avec Martin Schulz, Guy Verhofstadt et quelques autres, les têtes de liste - expérience qu'il faudrait renouveler parce qu'il ne faut pas renoncer à cette petite avancée démocratique qui fut la nôtre lorsque nous avons inventé le système des têtes de liste - les têtes que nous étions, et ma tête a finalement submergé à la fin du processus, j'avais dit que je voudrais, élu Président de la Commission, ce qui n'était pas évident à l'époque où nous faisons campagne, que le travail de la nouvelle Commission soit placé sous le thème, sous le Leitmotiv de la solidarité. Je crois pouvoir dire sincèrement que nous le faisons depuis que nous sommes en charge des affaires européennes ensemble avec les autres institutions.

Regardez le cadre financier que nous venons de proposer aux Etats et au Parlement européen. Un budget n'est pas un exercice comptable neutre; c'est un document qui doit refléter les grandes ambitions et donc la solidarité entre Européens. La prochaine période financière nous permettra de présenter année après années des budgets de solidarité active. Déjà avant d'avoir lancé le cadre financier pour les années à venir, nous nous appliquions, sur le glacis de la présentation du cadre financier, à faire œuvre de solidarité.

Je prendrai pour exemple le Plan Juncker - enfin, le Fonds européen pour les investissements stratégiques, mais c'est le Plan Juncker. Je vous avais dit l'année passée: vous allez voir, lorsque ce sera un succès, on parlera du Fonds européen pour les investissements stratégiques; lorsque ce sera un échec, ce sera toujours le Plan Juncker. Maintenant c'est devenu un succès, mais on a changé le nom. Lorsque nous sommes venus aux affaires, si j'ose dire, nous avons constaté que l'économie européenne était en panne d'investissement, ce qui a fait que nous avons réuni les meilleurs experts, des génies parfois, de la Banque européenne d'investissement pour construire ensemble avec notre banque le plan d'investissement dont je vous parle. L'année passée, nous étions arrivés à un montant d'investissements mobilisés par le plan de 185 milliards. Aujourd'hui le plan a mobilisé sur toute l'Europe, dans tous les pays, les 27, un volume de 284 milliards. C'est un bon début. Mais cela ne suffit pas, raison pour laquelle nous avons augmenté le volume du plan à 500 milliards d'ici 2020 et à 630 milliards d'ici 2022.

Vous verrez qu'une partie du cadre financier est dédiée aux politiques d'investissement. Nous avons prévu une aide, un appui budgétaire de 15,2 milliards pour le Fonds européen d'investissement, grande œuvre de solidarité qui générera un volume total d'investissements de 650 milliards sur les prochaines années. Si vous additionnez les 630 milliards du plan et les 650 milliards du nouveau fonds d'investissement public, vous retrouverez un nombre très élevé d'appuis européens - pour des raisons de solidarité - aux investissements dont nous avons cruellement besoin.

Nous proposons d'introduire dans notre dispositif budgétaire un fonds d'appui aux réformes structurelles pour ne pas laisser seuls les pays qui, pour des raisons évidentes, doivent entreprendre des réformes structurelles. Mais il ne faut pas les laisser seuls lorsqu'ils sont en train de faire l'impossible pour ajuster leur économie au monde de demain. Nous prévoyons 25 milliards pour

appuyer les Etats membres qui se trouvent face aux défis structurels à venir. Nous introduisons pour des raisons de solidarité un fonds de stabilisation qui devrait nous permettre de mieux résister aux chocs asymétriques et de mieux formuler une réponse européenne à des chocs asymétriques, qu'ils aient pris naissance à l'intérieur d'un pays ou qu'ils viennent de l'extérieur, réponse que nous n'étions pas à même de formuler au début de la crise économique et financière. 30 milliards d'euros seront consacrés à cette importante pièce de solidarité européenne.

La solidarité européenne ne peut pas faire le détour des exigences de la politique sociale. Politique sociale, bien que beaucoup ait été fait, qui reste l'enfant pauvre de la construction européenne. Nous avons repris sur le métier la directive sur le détachement des travailleurs, l'ancienne n'ayant pas produits les résultats escomptés, nous avons ancré dans la pensée européenne des choses le principe que pour un même travail au même endroit celui qui l'exerce doit recevoir le même salaire. C'est un principe essentiel qui fait partie du cortège des valeurs européennes dont le Président du Parlement européen vient de parler.

A Göteborg, Suède, en novembre de l'année passée, nous avons adopté, suite à une proposition sagement réfléchie de la Commission, le Socle européen des droits sociaux qui énonce les grands principes directeurs de ce que doit être le paysage social européen. Je ne voudrais pas que ce socle des droits sociaux, qui au début fut rejeté par la moitié des Etats membres et qui finalement fut signé par les 27, je ne voudrais pas que ce socle des droits sociaux et les principes qu'il renferme soit lu comme un poème qu'il fait plaisir à lire. Non, c'est un programme d'action, de solidarité active, et je voudrais donc que les Etats membres, qui pour l'essentiel sont compétents pour cette traduction dans les faits des principes de ce socle, les appliquent et n'aient pas besoin d'être exhortés tous les six mois par d'autres institutions pour ce faire.

Fiscalité: je vois mon ami Mario Monti, avec lequel j'ai eu des débats mâles et virils, lorsqu'il était Commissaire pour le marché intérieur et moi Premier ministre du Luxembourg, sur la fiscalité. Mais Mario, tu dois avouer que je commence à comprendre ce que tu as voulu me dire à la fin des années '90, puisque nous chassons l'une après l'autre les barrières, nous enlevons les barrières qui nous empêchaient d'avancer en matière de coordination voire d'harmonisation fiscale. Nous avons introduit via idée de Mario Monti l'échange automatique d'informations. Nous avons, en tant que Commission, fait moult propositions qui concernent l'imposition des sociétés: assiette commune, autres éléments fiscaux. Nous avons proposé une taxe sur les transactions financières – ce n'est pas la faute de la Commission que le Conseil tarde à se mettre d'accord, Monsieur le Président de la région; là encore, ce n'est pas la Commission, c'est les Etats membre qui avancent d'un pas hésitant vers plus de justice fiscale. Nous venons de proposer une meilleure imposition des géants du net, proposition jusqu'à ce jour non encore acceptée, même seulement partiellement examinée par le Conseil. Il faut sur ces points que nous fassions des progrès de solidarité, parce que la fiscalité est l'endroit où s'organise la solidarité entre les entreprises, entre ceux qui y travaillent et entre les pays voire les continents. Nous devons prendre part à cette aventure fiscale qui conduit à plus de solidarité et à plus d'équité.

Et puis il y a un autre problème dont je voudrais que nous parlions: c'est la politique extérieure de sécurité commune, politique extérieure qui est organisée d'une façon à ce que les grand progrès continentaux dans le concert des nations soient à peine audibles parce que nous devons toujours décider à l'unanimité. L'unanimité est autre chose que le consensus. Si vous devez décider à l'unanimité, il suffit qu'un seul pays dise non à l'entreprise collective. Nous le voyons au niveau des Nations Unies, où nous ne pouvons pas nous mettre d'accord sur le *Global Migration Compact*. Nous le voyons lorsqu'il s'agit de décider aux Nations Unies si, oui ou non, la Chine, dans les océans qui l'entourent, applique une politique convenable parce qu'il y a un Etat membre qui bloque. Je propose donc que dorénavant nous décidions en matière de politique étrangère à majorité qualifiée. C'est faisable, parce que le Traité de Lisbonne, qui a ses vertus, contient une disposition qui permet au Conseil européen de décider à l'unanimité de décider dorénavant à majorité qualifiée dans certains domaines. Je vois la politique extérieure, je vois un deuxième candidat, la politique fiscale, mais il est très important que pour pouvoir jouer un rôle d'acteur influent sur la scène internationale il faudra reprofiler nos mécanismes de décision en matière de politique extérieure.

Et nous voyons bien que nous avons besoin de plus d'Europe – expression que je n'emploie que très rarement – en matière diplomatique et étrangère. Après tout ce que nous avons vu ces derniers jours, Antonio vient d'y faire référence, le monde a besoin d'une voix européenne forte et nous ferons tout pour qu'il puisse l'avoir.

Tout comme nous pensons qu'il faut élargir, là encore pour des raisons de solidarité, notre réseau d'accords commerciaux avec les autres parties du monde. Les accords commerciaux, là encore, ne sont pas des arrangements neutres. Ils permettent à nos entreprises de mieux exporter, ils permettent la création nette d'emploi parce que pour chaque milliard en plus que nous exportons vers les autres parties du monde il y a création nette immédiate de 14 000 emplois en Europe. Pourtant je ne fais pas partie des libre-échangistes fanatiques qui aiment le libre-échange sans bornes et sans gêne. Je

voudrais que les accords de libre-échange que nous concluons avec les autres respectent le canon des principes et des valeurs européens et nous le faisons. Mais nous devons négocier des accords commerciaux avec les autres. Nous l'avons fait récemment avec le Canada et le Japon. L'accord commercial entre le Japon et l'Union européenne est de la plus haute importance puisqu'ensemble nous représentons plus d'un tiers de la valeur ajoutée mondiale. Et donc il faut continuer à faire notre travail dans cette mouvance suivant les principes que je viens d'énoncer.

Je voudrais que les accords commerciaux soient discutés en détail par les Etats, par les parlements, par les opinions publiques. Raison pour laquelle j'ai décidé de publier, de rendre publiques les propositions de mandat que la Commission soumet à l'attention du Conseil avant le début des négociations commerciales. On a toujours dit: la Commission négocie en secret dans un coin du Berlaymont. Depuis que nous publions, que nous rendons publics les mandats, il n'y a plus de discussion; personne ne pose de questions. C'est tout de même curieux. Tant que l'impression existe que nous agissons dans le secret, les questions se multiplient. Dès que nous rendons publics les enjeux de la négociation, on ne discute plus les enjeux. On discute l'accord commercial avec le Canada, qui est tout de même une grande démocratie, on ne discute pas l'accord commercial avec le Vietnam, auquel il manque quelques signes distinctifs qui feraient du Vietnam une démocratie. Nous perdons parfois de vue le bon sens. Enfin, le bon sens de toute façon en Europe est distribué d'une manière très sélective, donc il faut l'organiser pour retrouver toutes ses vertus.

Budget toujours: la prochaine période, il se chiffre à 1 135 milliards. Nous passons d'un volume de 1,03% à 1,1% de notre richesse continentale. C'est une augmentation responsable. Plus aurait été possible. Mais étant réaliste, je sais très bien où se trouvent les limites des uns et des autres. Si nous avions écouté ceux qui voulaient garder en place les politiques qui sont et ajouter à ces politiques les grandes priorités sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord, nous aurions dû présenter un budget de 2% du RNB. Si nous avions soumis à la sage évaluation des Premiers ministres, des ministres des Finances un budget de 2%, nous aurions été immédiatement renvoyés à la case de départ. Même le Parlement européen n'aurait pas accepté un budget de 2% puisqu'il a limité ses ambitions à 1,3% en nous livrant une base de réflexion au sein de la Commission qui nous fut très utile. Il faudra que les citoyens européens retrouvent les grandes priorités de l'Europe dans les budgets des prochaines années.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de doubler les budgets affectés au programme Erasmus+. 30 milliards au cours des sept années à venir contre 14,7 milliards pour la période financière écoulée. C'est un grand succès de l'Europe que le programme Erasmus. Mais seulement 3% des jeunes Européens passent par le programme Erasmus: il faudra faire plus pour des raisons évidentes et aussi pour réconcilier la jeunesse européenne avec la construction européenne. Le plus les jeunes voyagent, le plus ils découvrent les autres, leurs plis, leurs réflexes, leur passé, leur histoire, leurs projets d'avenir, le mieux se portera la construction européenne qui a cruellement besoin de l'appui des jeunes qui sont les maîtres du monde de demain. Donc nous doublons le programme Erasmus.

Nous avons lancé il y a une année l'idée de mettre sur pied un corps européen de jeunes volontaires. 58 000 jeunes Européens se sont portés volontaires. Le premier chantier, si j'ose dire, qui fut celui du corps volontaire était à Norcia, je l'avais promis ici. Les jeunes qui contribuent à reconstruire cette ville si durement éprouvée font œuvre de solidarité. C'est une solidarité organisée par le budget européen, une solidarité à laquelle sera affecté un volume budgétaire de 1,26 milliards au cours des années à venir.

Recherche: nous sommes en retard de recherche et d'innovation. Les autres nous ont dépassés dans bien des domaines. Il faudra rattraper le déficit de recherche que l'Europe accuse en dépit de ses si nombreux efforts des chercheurs et des institutions comme la vôtre. Nous augmenterons le budget de la recherche de 50% pour le porter à 114,8 milliards d'euros. Nous le faisons parce que nous voulons pré-organiser la solidarité européenne pour les générations à venir. Si les générations à venir ne peuvent pas prendre appui sur les résultats de la recherche européenne, nous aurons failli à notre devoir et donc il faut doubler le budget de la recherche.

Tout comme il faut multiplier par neuf les fonds et les crédits qui sont dédiés à la mise en place intégrale de l'Europe numérique. Europe numérique qui apporte aux économies européennes une valeur ajoutée annuelle de 435 milliards – ça vaut donc le coup si on veut muscler les ressorts de la croissance de demain.

Frontières extérieures, le Président du Parlement y a fait référence: se trouvent sur le terrain actuellement 1 500 officiers européens, douaniers, policiers et autres. Nous voulons porter ce nombre à 10 000 pour rendre la protection des frontières extérieures efficace, combinant les efforts louables des 100 000 officiers nationaux qui sont sur place en y ajoutant 10 000 officiers, douaniers et autres qui viendraient de l'Europe. Tout le monde réclame une meilleure protection des frontières extérieures, mais tout le monde ne sait pas que ça coûte beaucoup d'argent. A l'heure où nous sommes, nous

avons payé sur la dernière période 13 milliards d'euros; la période qui est devant nous nous amènera vers un volume en dépenses de 34,9 milliards. Ceux qui veulent un budget européen réduit devraient en fait commencer à réfléchir quelles des priorités ils voudraient voir être abandonnées par ceux qui sont responsables devant les Européens.

Responsables devant les Européens, nous le sommes aussi en matière de défense. La défense ne fut pas une politique européenne. La Commission ensemble avec la Haute Représentante Federica Mogherini a doté l'Union européenne d'une nouvelle ambition en matière de défense. Pourquoi est-ce qu'il faut le faire ? Mais parce que nous sommes incapables de bien faire les choses si nous restons à l'état où nous sommes. Il y a en Europe 178 types d'armements, aux Etats-Unis 30. Il y a aux Etats-Unis un type de chars, en Europe 17. Il y a plus de fabriques d'hélicoptères qu'il n'y a de gouvernements qui puissent les acheter. 80% des marchés militaires, des marchés publics militaires s'effectuent sur le territoire national, 80%. Si nous réussissions à synergétiser les marchés publics militaires, nous pourrions faire sur une année une économie entre 25 et 100 milliards d'euros. C'est pourquoi nous mettons en place un Fonds européen de la défense dont le niveau s'élèvera à 13 milliards.

Donc nous avons essayé de faire un paquet, si j'ose dire, entre les politiques dites anciennes mais qui sont si nécessaires comme les politiques de cohésion et la politique agricole commune (PAC), et les nouvelles priorités de l'Europe. La PAC, dont je sais que dans nos Etats membres le débat commence à devenir houleux, verra son volume être réduit de 5%. Ce n'est donc pas un massacre mais c'est un reprofilage de cette importante partie des politiques communes de l'Europe. Mais attention: nous plafonnerons les paiements directs. Les grandes fabriques agraires n'auront plus la quasi-totalité de l'argent du contribuable européen affecté à la politique agricole commune. Il y aura plafonnement à 60 000 euros par entreprise. Il y aura introduction d'une nouvelle forme de flexibilité où les Etats pourront choisir, lorsqu'il s'agit de paiements directs, de puiser dans le seul premier pilier de la politique agricole commune ou de puiser dans les fonds du deuxième pilier qui concerne le développement durable. Il y aura donc plus de flexibilité; et la flexibilité et ses résultats seront d'autant plus grands que les aides, les paiements directs seront organisés d'une façon dégressive pour faire en sorte que ce soient surtout les petites exploitations agricoles qui trouvent appui et non plus les grands monstres qui ne font pas le bonheur de l'agriculture européenne.

Même remarque pour ce qui est des politiques de cohésion, cohésion qui verra ses volumes réduits de 6%. Mais le montant reste important. Là encore, il s'agit au moment de la présentation des propositions législatives sélectives de regarder en détail quels sont les éléments de la politique de cohésion auxquels nous pouvons renoncer et quelles sont les exigences de cohésion auxquelles nous devons répondre.

Je voudrais, Monsieur le Président du Parlement, que nous puissions adopter le nouveau cadre financier avant les élections européennes de l'année prochaine. Parce que la dernière fois, nous avons adopté le cadre financier en décembre 2013, ce qui eut pour conséquence que tous les programmes d'exécution n'étaient pas prêts. Là encore, ce n'est pas une question neutre. Si nous ne pouvons pas lancer les nouvelles politiques faute d'être financées à suffisance en 2021, il y a aura 1 million de jeunes de moins pour participer au programme Erasmus. Il y aura perte mensuelle de 5 000 emplois de chercheurs sur toute l'Europe et je pourrais ainsi continuer la liste. Donc il faudra prendre une décision avant les élections européennes. Certains n'aiment pas cette idée parce qu'ils devront se présenter, si telle initiative serait couronnée de succès, devant l'électeur européen avec un budget pluriannuel déjà ficelé. Comme les élections en démocratie sont largement vécues comme une crise de la démocratie, comme beaucoup de dirigeants politiques pensent qu'avant les élections, on ne peut pas dire ce qu'on fait, on va devoir les obliger à dire quelles sont leurs intentions pour les années à venir. Et lorsqu'il s'agit des politiques de cohésion, il s'agit aussi, y compris pour ce qui du fonds régional, de revisiter les exigences de la politique des territoires. Nous allons le faire.

Tout cela m'amène à vous dire que je vais m'arrêter maintenant. Je redis ce que je vous ai dit l'année passée: en Europe, rien ne se fait sans patience et sans détermination. Et pour réussir l'Europe, nous avons besoin de beaucoup de patience et encore plus de détermination, de cette patience et de cette détermination dont ont besoin les grandes ambitions et longs trajets.

Vive Florence! Viva l'Italia! Vive l'Europe!

SPEECH/18/3761